



PREMIER TRIMESTRE
RAPPORT INTÉRIMAIRE
31 MARS 2009

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire pour le trimestre terminé le 31 mars 2009

Portée de l'analyse financière de la direction

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc («la Société») et les notes afférentes pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007. Nos états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR).

Énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

Statuts, nature des activités et continuité de l'exploitation

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détenait dans son portefeuille 100 % de trois propriétés minières, une participation et des options dans trois propriétés minières situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 57 927 hectares (579 km²). Elle concentre ses activités sur la mise en valeur de trois propriétés uranifères. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabaska en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Ce rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » selon le contexte de l'énoncé, particulièrement dans le cas d'énoncés qui décrivent les opinions, les estimations ou les attentes de la Société concernant des résultats et événements futurs. Ces énoncés n'offrent aucune garantie quant aux résultats et événements futurs et impliquent des risques et des incertitudes, hors du contrôle de la Société qui pourraient faire en sorte que les résultats et événements réels ou futurs pourraient éventuellement différer de façon substantielle des résultats présentés ou prévus dans ces énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le formulaire du rapport annuel déposé auprès des commissions des valeurs mobilières du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et dans le rapport annuel du formulaire 10-K déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis («Securities and Exchange Commission»).

Stratégie et plan d'action

Malgré la sévère crise économique qui sévit à l'échelle mondiale, votre Société poursuit ses efforts en vue d'accroître les ressources sur sa propriété uranifère Matoush détenue à 100 % et d'obtenir la licence et les permis nécessaires pour débiter les travaux d'exploration souterraine.

Afin d'atteindre son premier objectif, deux foreuses ont été mobilisées 1 km au sud de la zone MT-34, à la suite de la découverte de la nouvelle zone MT-06, où le potentiel d'identifier une nouvelle lentille apparaît fort probable. Cette nouvelle zone se situe dans la partie supérieure de l'ACF-4, entre -400 et -650 mètres de profondeur.

D'autre part, dans le but de répondre aux exigences des autorités telles que le Comité d'évaluation («COMEY»), l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et de la Commission canadienne de sûreté nucléaire («CCSN») divers mandats ont été confiés à nos consultants tel qu'à Golder et Associés («Golder») pour la partie environnementale incluant le programme de qualité des eaux de surface et pour le programme de restauration.

Du point de vue ingénierie, un contrat vient d'être octroyé à GENIVAR, société en commandite («GENIVAR») pour effectuer l'ingénierie détaillée des infrastructures nécessaires à la construction de la rampe d'exploration. Le programme de géo-mécanique sur le terrain effectué par Golder débutera le 19 mai prochain.

Ces mandats s'insèrent dans le cadre des commentaires de la CCSN reçus en février 2009 relativement à la demande de licence qui avait été déposée au début de novembre 2008 et à la directive du COMEV reçue en mars 2009 concernant l'étude d'impact environnemental.

Le renforcement des communications auprès des Premières Nations ainsi que de la population de la municipalité de la Baie-James est une priorité pour la Société.

Par ailleurs, afin d'être en mesure de poursuivre sa mission et de respecter ses obligations, la direction assistée de son conseiller financier, Macquarie Capital Market Canada Ltd., continue d'explorer différentes alternatives de financement nonobstant qu'elle dispose encore d'un fonds de roulement substantiel.

Activités d'exploration

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif de la Société, qui est une personne qualifiée telle que définie par le *Règlement 43-101*.

Au cours de la période terminée le 31 mars 2009, les frais d'exploration de la Société se sont élevés à 4 414 076 \$ comparativement à 6 919 730 \$ pour la période équivalente en 2008. La majorité des travaux d'exploration ont été effectués sur la propriété Matoush totalisant la somme de 3 831 476 \$ au cours de la période. La Société a aussi investi 64 519 \$ sur la propriété Apple, 259 674 \$ sur la propriété Pacific Bay-Matoush, 220 481 \$ sur la propriété Eclat, 951 \$ sur la propriété Matoush Extension et 36 975 \$ sur la propriété Mistassini.

Les dépenses engagées en exploration de l'ordre de 4 414 076 \$ au cours de la période sont des dépenses dans le cadre de notre engagement accreditif de 8 000 000 \$ obtenu en date de 1^{er} octobre 2008.

Travaux d'exploration

Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux d'exploration effectués sur le projet Matoush, la Société incorpore par référence la **NOTE 1** à la suite de la section intitulée : « **Stratégie et plan d'action** » du **rapport de gestion annuel 2008 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008**. Cette note fait la description technique des méthodes d'analyse du programme d'exploration, des techniques d'échantillonnage, de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « eU₃O₈ » qui représente la valeur estimée ou équivalente U₃O₈ déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, de la méthodologie pour utilisation de la sonde-gamma-représentativité et finalement de la réconciliation des données de forages avec les résultats d'analyse. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com dans la section *Corporation-Q/A*.

À la suite de l'arrêt pour la période des fêtes, les travaux d'exploration ont repris sur le projet Matoush au début du mois de février avec deux foreuses opérationnelles. La campagne de forage prévue pour l'année 2009 est de 30 000 mètres sur l'ensemble du projet Matoush, notamment sur les propriétés Matoush, Eclat et Pacific Bay-Matoush.

Au début de cette campagne, une foreuse a été affectée aux sondages dans l'extension sud de la lentille MT-34 à environ 1 km de celle-ci, l'objectif étant d'identifier une nouvelle lentille entre -400 mètres et -650 mètres. La seconde foreuse a été mobilisée dans un premier temps sur la propriété Pacific Bay-Matoush dans le secteur « Rabbit Ears Sud » en vue d'y effectuer un programme de 1 500 mètres. Au début du mois de mars, cette foreuse a été déplacée sur la propriété Eclat à 9,5 km au sud de la lentille MT-34 dans les environs du sondage EC-08-01, foré à l'hiver 2008 et qui avait donné des résultats forts intéressants.

Au total, 7 057 mètres de forages ont été complétés au 31 mars 2009 répartis de la façon suivante sur les propriétés : Matoush : 3 904 mètres, Eclat : 1 655 mètres, Pacific Bay-Matoush : 1 498 mètres.

Les résultats des forages complétés lors du premier trimestre 2009 se sont avérés prometteurs, tout particulièrement au sud de la lentille MT-34. À cet effet, le forage MT-09-006, situé sur la section 46 + 00S à 1 km du cœur de la lentille MT-34, a intersecté une zone minéralisée de 8,9 mètres hautement altérée en fuschite avec présence de pechblende et d'uranophanes. La teneur de cette intersection est de 0,21 % eU₃O₈ sur 8,9 mètres incluant 0,96 % eU₃O₈ sur 1,1 mètre.

Sur la propriété Eclat, en plus du sondage EC-09-004 qui a dû être abandonné en raison d'une déviation excessive, quatre sondages ont été complétés. Le sondage EC-09-005 s'est avéré très révélateur, compte tenu de l'intersection de deux zones minéralisées avec altération particulièrement importante en tourmaline et fuschite. La diagraphie a donné les résultats suivants pour chacune des zones distantes de 20 mètres l'une de l'autre : 0,08 % eU₃O₈ sur 1,5 mètre et 0,12 % eU₃O₈ sur 2,6 mètres.

Les résultats des forages MT-09-006 et EC-09-005 indiquent clairement le potentiel minéralisé de la faille Matoush démontré par forages sur une distance de plus de 12 km. Ceci vient confirmer que les mécanismes de mise en place de la minéralisation uranifère ne se sont pas limités au secteur de la zone AM-15.

Les similarités au niveau de l'altération, de la minéralisation en pechblende présente localement dans des contextes de cisaillement, de la proximité avec un intrusif mafique dans la faille Matoush ainsi que des similitudes marquantes entre la texture et la nature de ces intrusifs mafiques et ceux présents autour des zones minéralisées sont probantes.

Ainsi, la copie presque identique de ces systèmes hydrothermaux ainsi que les agents réducteurs supporte la présence du potentiel minéralisé sur toute la longueur de la faille Matoush et confirme le potentiel de découverte de nouvelles lentilles minéralisées sur le projet Matoush.

Relativement aux cinq sondages complétés dans le secteur « Rabbit Ears Sud » sur la propriété Pacific Bay-Matoush, en vue d'identifier une structure majeure similaire à la faille Matoush, le forage PB-09-02 s'est avéré d'un intérêt particulier. Une structure bréchique majeure, d'envergure plurimétrique riche en argile, a en effet été intersectée. Malgré l'absence de minéralisation et de dyke mafique caractéristique de la faille Matoush, la présence de cette structure fortement bréchique indique le potentiel de découverte d'une structure similaire à la faille Matoush. Ce secteur est situé 10 km à l'est de la faille Matoush.

Dans un autre ordre d'idées, les travaux de réfection de la route d'hiver se sont déroulés tels que prévus. Le contrat a été octroyé aux Entreprises CARSA inc. pour une deuxième année consécutive. La réfection a débuté à la mi-décembre 2008 et l'entretien s'est poursuivi jusqu'au 20 mars dernier. En plus de différents matériaux et d'une pelle excavatrice, 700 000 litres de carburant ainsi que quatre nouveaux réservoirs de 50 000 litres ont été acheminés sur le site. Les quatre foreuses de Groupe Forage Major Drilling International inc. qui étaient sur le site ont été sorties et remplacées par deux nouvelles foreuses.

Permis et licence

Au cours du premier trimestre 2009, en plus des forages d'exploration, différents travaux ont eu lieu en préparation du programme d'exploration souterraine qui débutera à la suite de l'obtention de tous les permis nécessaires.

En ce qui a trait à l'obtention de la licence et des différents permis, une étape importante a été franchie au cours du premier trimestre 2009. Des commentaires de la CCSN ont été reçus le 16 février 2009 relativement à la demande de licence pour

les travaux d'exploration souterraine déposée le 5 novembre 2008. D'autre part, le 19 mars dernier, la Société a reçu la directive du COMEV pour l'étude d'impact environnemental.

En février, les bancs d'emprunt (gravier, sable ou till) ont été sondés sur la propriété Matoush en vue de définir les sources de matériaux d'emprunt pour la construction des infrastructures de surface projetées pour la rampe d'exploration.

D'autre part, plusieurs activités ont été effectuées par divers consultants dans le cadre de la directive du COMEV et des commentaires de la CCSN visant l'obtention des permis nécessaires pour le programme d'exploration souterraine. En plus des mandats donnés à Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. pour les études de ventilation et de pompage souterrain et à Melis Engineering Ltd pour finaliser l'usine de traitement des eaux de mines, divers contrats ont été octroyés à Golder pour la réalisation de différentes études et programmes de santé-sécurité.

À l'hiver 2009, des travaux de terrain dans plusieurs disciplines ont été exécutés par Golder. Pour la plupart de ces activités, il s'agissait de la poursuite des plans de travail autorisés en 2008. Les activités de terrain pour le dénombrement de la faune ont été complétées en janvier et février 2009. Le programme hivernal d'échantillonnage des eaux de surface et des sédiments, l'hydrologie ainsi que les travaux de géochimie ont été complétés en mars 2009.

Le programme de géomécanique pour la stabilité de la rampe a été amorcé durant le premier trimestre 2009. L'étude a pour but de répondre à la réglementation du Québec lorsqu'une excavation est située à moins de 100 m d'une nappe d'eau et pour répondre à la demande de la CCSN.

En février 2009, la surveillance de la construction du nouveau parc à carburant fut effectuée par GENIVAR ainsi que la conception d'une base de béton pour installer une nouvelle antenne de communication.

En mars 2009, un contrat pour effectuer l'ingénierie détaillée des infrastructures nécessaires à la construction de la rampe d'exploration fut octroyé à GENIVAR. Essentiellement, ce contrat consiste à faire l'ingénierie détaillée de l'usine de traitement de l'eau provenant de la rampe d'exploration, du portail, du réseau électrique, de l'alimentation en puissance, du système de ventilation, de la distribution de carburant et de propane, de l'agrandissement du camp et des demandes d'autorisation, de toutes les nouvelles installations de surface, des travaux civils et d'une piste d'atterrissage.

Communications

Le renforcement des communications avec les Premières Nations dans le but de faire connaître les étapes du développement du projet Matoush s'est poursuivi. À cet effet, une réunion officielle a eu lieu sur le site le 21 février dernier. Des 26 participants présents à la réunion, 23 étaient des Cris, dont 4 Tallymen responsables des lignes de trappe présentes sur l'ensemble du projet Matoush.

Une rencontre similaire avait eu lieu sur le site l'an dernier à la même période. Étant directement sur le terrain, ces réunions permettent de meilleurs échanges.

Une présentation technique avec cinq représentants du Grand Conseil des Cris et deux représentants du Conseil Cri sur l'exploration minérale a eu lieu au siège social de la Société, le 10 février dernier. Cette séance de travail s'est avérée excellente car elle a permis aux représentants présents d'être bien informés et d'obtenir des réponses claires à leurs questions ou inquiétudes.

D'autre part, deux présentations ont été faites par la direction de votre Société, l'une à la direction du ministère des Ressources naturelles et de la Faune et l'autre au ministre délégué aux mines et son entourage. Une troisième présentation a été effectuée au député d'Ungava à Chibougamau.

Ces présentations et échanges avaient deux objectifs précis, soit de faire connaître le projet Matoush dans son ensemble et plus particulièrement les étapes de son développement ainsi que de bien informer les principaux intéressés sur divers aspects relatifs à l'uranium, notamment sur les préoccupations potentielles comme la radiation (radioactivité), le radon, l'aspect santé-sécurité et la protection de l'environnement.

Information financière sélectionnée

	Résultats au 31 mars 2009 (3 mois)	Résultats au 31 mars 2008 (3 mois)
	\$	\$
Produits - Intérêts	31 356	174 518
Charges		
. Frais généraux et d'administration	383 747	396 116
. Rémunération à base d'actions	166 719	91 260
. Perte non réalisée (gain) sur placement	(10 000)	200 000
	540 466	687 376
Impôts futurs	(51 000)	(92 000)
Perte nette	458 110	420 858
Perte nette de base et diluée par action	0,004	0,004

Résultats d'exploitation

La Société a subi une perte nette de 458 110 \$ pour le trimestre, comparativement à une perte nette de 420 858 \$ pour la période correspondante en 2008.

Les dépenses en frais généraux et d'administration avant rémunération à base d'action s'élèvent à 383 747 \$ en 2009 comparativement à 396 116 \$ en 2008. Elles sont sensiblement comparables quant à l'ensemble des dépenses au premier trimestre de 2008.

La Société a enregistré au cours du trimestre, un montant de 166 719 \$ (91 260 en 2008) à titre de rémunération à base d'actions, lié aux options pouvant être exercées pendant la période. Cette charge a été calculée à la juste valeur selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes.

La Société a enregistré un gain non réalisé au montant de 10 000 \$ sur la variation de la juste valeur d'un placement pour le trimestre de mars 2009. Le cours de l'action de Pacific Bay Minerals Ltd. était de 0,0450 \$ l'action au 31 mars 2009.

Autre information

	31-03-2009	31-12-2008
	\$	\$
Trésorerie et équivalents	7 127 537	10 699 376
Actif total	60 546 678	59 761 590
Passif à court terme	2 524 418	1 396 939
Capitaux propres	55 337 260	55 628 651
Fonds de roulement	15 612 795	20 379 324
Nombre d'actions en circulation	119 266 432	119 266 432
Nombre d'options d'achat d'actions en circulation	3 314 500	3 314 500

Politique sur les dividendes

Depuis sa constitution en société, la Société n'a jamais versé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration, de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient versés dans un futur proche.

Situation de trésorerie et financement

Le fonds de roulement de la Société était de 15 612 795 \$ au 31 mars 2009.

Au cours de la période, la Société a encaissé la somme de 311 310 \$ provenant de crédits d'impôt relatifs aux ressources.

La Société n'a aucune dette à long terme et aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

Les activités d'investissement de la Société comprennent principalement les coûts liés à l'augmentation des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour des dépenses admissibles pouvant atteindre 38,75 % et un crédit de droits remboursables pour pertes de 12 % sur les dépenses admissibles engagées sur financement non accrédité.

Du montant de 15,6 M \$ en fonds de roulement dont disposait la Société au 31 mars 2009, environ 800 000 \$ sera utilisé pour couvrir les dépenses générales et administratives et approximativement 10,7 M \$ de ces fonds seront utilisés à la continuité des programmes d'exploration planifiés pour l'année 2009.

La Société a retenu, en novembre 2008, les services exclusifs de Macquarie Capital Market Canada Ltd («Macquarie») à titre de conseiller financier en vue de maintenir et d'améliorer sa position économique favorable. Macquarie avise la Société sur les possibilités de financement et de stratégie financière, incluant la participation de partenaires stratégiques pour le développement de son projet Matoush.

Données trimestrielles

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31-03-2009	31-12-2008	30-09-2008	30-06-2008	31-03-2008	31-12-2007	30-09-2007	30-06-2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	31 356	90 537	85 241	96 032	174 518	218 021	232 777	269 484
Frais généraux et d'administration	550 466	333 308	455 466	1 111 037	487 376	298 308	339 047	1 651 913
Perte nette (Bénéfice net)	458 110	374 461	360 225	787 005	420 858	(1 525 034)	106 270	1 382 429
Perte nette (Bénéfice net) de base et diluée par action	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	(0,01)	0,02	0,02
Actif à court terme	18 137 213	21 776 263	18 545 710	22 114 699	28 250 036	28 884 998	26 939 926	29 634 886
Actif total	60 546 678	59 761 590	52 921 254	53 633 968	56 455 302	52 744 147	45 543 398	39 712 848
Passif à court terme	2 524 418	1 396 939	1 672 935	2 146 779	5 107 367	1 162 814	1 353 849	1 568 029
Fonds de roulement	15 612 795	20 379 324	16 872 775	19 967 920	23 142 669	27 722 184	25 586 077	28 066 857
Capitaux propres	55 337 260	55 628 651	50 404 319	50 583 189	50 235 935	50 377 333	44 189 549	38 144 819

Arrangement hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

Opérations entre apparentés

La Société a continué avec BBH Géo-Management inc. (ci-après appelée « BBH »), une société apparentée dont un dirigeant, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société, une entente de services de trois ans, datée du 1^{er} août 2008 aux termes de laquelle BBH assume la gestion des travaux d'exploration devant être poursuivis par la Société. Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 200 \$;
- des frais de gestion de 5 % sur tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement et d'achats reliés à la propriété Matoush ;
- des frais de gestion de 10 % pour tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement sur les autres propriétés : Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés et des frais de gestion de 5 % sur les achats liés aux projets d'exploration ou les conventions d'options sur les propriétés Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés ;
- gestion, administration, comptabilité et services juridiques ;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique ;
- relations avec les investisseurs et les autorités de réglementation ;
- recherche de financement.

Les honoraires versés à BBH, approuvés par le conseil d'administration de la Société, en l'absence de monsieur Guy Hébert, sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non apparentée dans l'industrie.

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH :

	31 mars 2009	31 mars 2008
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants ⁽¹⁾	735 000 \$	528 000 \$
Frais de gestion ⁽²⁾	225 000 \$	637 000 \$
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	106 000 \$	104 000 \$
Frais légaux	35 000 \$	21 000 \$
Relations avec les investisseurs	40 000 \$	49 000 \$
Loyer	16 000 \$	10 000 \$
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	6 000 \$	- \$

⁽¹⁾ Augmentation des frais d'experts-conseils et sous-traitants est principalement attribuable à l'augmentation du nombre d'experts-conseils. La Société comptait 24 experts-conseils pendant la période se terminant le 31 mars 2009 comparativement à 17 à la même période en 2008.

⁽²⁾ Diminution de frais de gestion passant de 10 % en 2007 à 5 % en date du 1^{er} août 2008 sur la propriété Matoush.

Résumé des principales conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables figure dans le rapport de gestion annuel accompagnant les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc. au 31 décembre 2008. Les conventions comptables, pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, sont conformes à celles utilisées dans les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc., à l'exception des nouvelles normes décrites à la note 3 des états financiers intermédiaires au 31 mars 2009.

Modifications comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le conseil des normes comptables du Canada a confirmé la date de basculement de PCGR canadiens aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société passera des PCGR canadiens aux IFRS durant le premier trimestre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 au moment où elle établira l'information financière tant courante que comparative en se conformant aux IFRS. La Société s'attend à ce que cette transition ait une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information. Au cours des prochains trimestres, la Société élaborera des plans internes de mise en œuvre afin de se conformer aux lignes directrices des futures obligations en matière de reddition des comptes.

D'autres nouvelles normes ont été publiées mais elles ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Information sur les actions en circulation

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, des employés, des administrateurs, des consultants et des employés de fournisseurs de services. Les membres du conseil d'administration peuvent, de temps à autres, attribuer des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'ils ont déterminés et pour une durée maximale de cinq ans. Au 31 mars 2009, le nombre d'actions ordinaires réservées pour l'octroi d'options d'achat d'actions était de 10 654 586. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital-actions.

Au 31 mars 2009, la Société comptait 119 266 432 (119 266 432 au 31 décembre 2008) actions émises et en circulation, 3 314 500 options d'achat d'actions en circulation, dont 3 017 000 pouvant être exercées à des prix d'exercice variant de 0,20 \$ à 3,37 \$ l'option et portant des dates d'échéance variant du 20 décembre 2010 au 24 novembre 2013.

Au 6 mai 2009, la Société comptait 119 266 432 actions émises et en circulation, 3 314 500 en options d'achat d'actions et aucun bon de souscription.

Risques et incertitudes

Juste valeur

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances, les crédits d'impôt à recevoir, les dépôts sur travaux d'exploration et les créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la valeur comptable est comparable à leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme ou des taux courants du marché.

Le placement en actions est comptabilisé à la juste valeur qui correspond au dernier cours acheteur à la date de fin de l'exercice.

La Société classe ses placements comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction et les comptabilise à leur juste valeur. La juste valeur des actions correspond au dernier cours acheteur à la date de fin de période.

Risque de crédit

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont déposés dans des comptes bancaires auprès d'institutions financières canadiennes et investis dans des titres de haute qualité.

Risque de taux d'intérêt

La direction considère que la Société n'était exposée à aucun risque de taux d'intérêt au 31 mars 2009.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 mars 2009, la Société possède de la trésorerie et de l'équivalent de trésorerie de 7 127 537 \$ (10 699 376 \$ au 31 décembre 2008) pour faire face à son passif à court terme de 2 524 418 \$ (1 396 939 \$ au 31 décembre 2008). Au 31 mars 2009, les créiteurs et charges à payer inférieur à douze mois sont de 2 524 418 \$. Les engagements en frais d'exploration relatifs aux actions accréditives sont couverts par l'encaisse réservée (note 4). La Société a un engagement en vertu d'un contrat de location de 234 000 \$ pour un campement sur le projet Matoush, échéant le 1^{er} janvier 2010.

Étant donné le solde de liquidité disponible pour la Société et l'échéance de paiement de ses obligations contractuelles, la direction de la Société estime que le risque de liquidité de la Société est faible.

Risque financier

La Société est considérée comme une société d'exploration. Elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Risques liés à l'exploration et à l'extraction

L'entreprise d'exploration et d'extraction minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées atteignent en dernier lieu le stade de mise en production. Des formations inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la main-d'œuvre, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comportent les activités d'extraction ainsi que l'exécution des programmes d'exploration.

La mise en valeur de propriétés de ressources est tributaire de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des ressources naturelles et des changes, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gîtes de minerai commercialement exploitables.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuelles possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur l'une de ses propriétés, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût relié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale peut réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société est d'avis qu'elle est en

conformité avec la législation environnementale, quant à ces aspects importants. Au stade de l'exploration, les coûts reliés au respect des lois environnementales ne sont pas significatifs.

Risques liés au financement et à la mise en valeur

La Société a subi des pertes jusqu'à maintenant et actuellement n'a pas les ressources financières suffisantes pour entreprendre elle-même ses programmes prévus d'exploration et de mise en valeur. La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de l'aptitude de cette dernière à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis et elle pourrait en conséquence connaître la perte ou une dilution importante de sa participation (existante ou qu'elle se propose d'acquérir) dans ses propriétés.

De plus, la Société possède une expérience limitée dans la mise en production de propriété de ressources uranifères et son aptitude en ce sens dépendra de l'utilisation des services d'un personnel dûment expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

Cours des minéraux

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la valeur marchande de l'uranium, de l'or, du diamant, des métaux de base ou de tout autre minéral découvert. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisir de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière soit fiable et que les états financiers soient établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2008 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

Évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non-autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Il n'est survenu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période terminée le 31 mars 2009 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

Information additionnelle et divulgation continue

Ce rapport de gestion a été préparé le 6 mai 2009 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.stratecoinc.com), de SEDAR (www.sedar.com) et EDGAR à www.sec.gov/edgar.shtml.



Guy Hébert
Président et chef de la direction



Pauline Comtois
Chef des finances

RESSOURCES STRATECO INC.

États financiers

BILANS

(en dollars canadiens)

	31 mars 2009		31 décembre 2008
	(non vérifié)		(vérifié)
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	7 127 537	\$	10 699 376
Créances	87 760		-
Crédits d'impôt à recevoir (note 5)	10 003 314		10 278 825
Taxes de vente à recouvrer	657 846		515 386
Dépôts pour travaux d'exploration	150 000		150 000
Frais payés d'avance	110 756		132 676
	18 137 213		21 776 263
PLACEMENT (note 6)	45 000		35 000
PROPRIÉTÉS MINIÈRES	10 571 154		10 571 154
FRAIS REPORTÉS (note 7)	30 847 914		26 469 637
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 8)	945 397		909 536
	60 546 678	\$	59 761 590
PASSIF			
PASSIF À COURT TERME			
Créditeurs et charges à payer	2 524 418	\$	1 396 939
	2 685 000		2 736 000
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 9)	55 579 592		55 579 592
Surplus d'apport	8 995 912		8 829 193
Déficit	(9 238 244)		(8 780 134)
	55 337 260		55 628 651
	60 546 678	\$	59 761 590

Voir les notes afférentes aux états financiers.

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Guy Hébert, administrateur



Robert Desjardins, administrateur

RESSOURCES STRATECO INC.
ÉTATS DES FRAIS REPORTÉS
(non vérifiés)
(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2009 (non vérifié)	2008 (non vérifié)
FRAIS D'EXPLORATION		
Experts-conseils et sous-traitants	877 738 \$	787 757 \$
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 182 762	646 017
Forages	898 793	2 678 861
Transport et carburant	578 757	1 323 922
Géophysique	100	11 382
Services de premiers soins	6 884	27 134
Laboratoires et analyses	85 158	237 477
Frais de déplacement et d'hébergement	270 635	387 776
Frais de gestion	225 090	637 298
Fournitures et location d'équipement	11 498	13 650
Équipements mobiles et entretien	55 668	11 368
Frais généraux d'exploration	64 868	41 769
Environnement	62 932	51 174
Amortissement des immobilisations corporelles	93 193	64 145
	4 414 076	6 919 730
Crédits de droits miniers et autres crédits reliés à l'exploration	(35 799)	(3 150 168)
AUGMENTATION NETTE DES FRAIS REPORTÉS	4 378 277	3 769 562
SOLDE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	26 469 637	13 350 146
SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE	30 847 914 \$	17 119 708 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS, DES RÉSULTATS ÉTENDUS ET DU DÉFICIT
(non vérifiés)
(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31mars	
	2009 (non vérifié)	2008 (non vérifié)
REVENUS D'INTÉRÊTS	31 356 \$	174 518 \$
Honoraires professionnels	123 764	115 231
Frais légaux et de vérification	42 087	32 326
Rémunération à base d'actions	166 719	91 260
Jetons de présence	5 400	5 400
Information aux actionnaires	16 262	9 782
Relations avec les investisseurs	108 689	126 571
Inscription et frais de registrariat	33 305	43 976
Frais de déplacement et d'hébergement	5 007	10 312
Loyer	15 960	9 960
Assurances	4 484	19 362
Frais de bureau	20 282	20 420
Taxes et permis	535	-
Impôt de la partie XII.6	3 243	-
Intérêts et frais de banque	506	2 776
Amortissement des immobilisations corporelles	4 223	-
	550 466	487 376
Perte (gain) non réalisée sur variation de la juste valeur du placement	(10 000)	200 000
PERTE AVANT IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE	509 110	512 858
ÉCONOMIE D'IMPÔTS FUTURS	(51 000)	(92 000)
PERTE NETTE ET RÉSULTATS ÉTENDUS	458 110	420 858
DÉFICIT AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	8 780 134	6 837 585
DÉFICIT À LA FIN DE LA PÉRIODE	9 238 244 \$	7 258 443 \$
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	0,004 \$	0,004 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	119 266	114 663

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non vérifiés)

(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31mars	
	2009	2008
	(non vérifié)	(non vérifié)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION :		
Perte nette	(458 110) \$	(420 858) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Rémunération à base d'actions	166 719	91 260
(Gain) perte non réalisé sur variation de la juste valeur du placement	(10 000)	200 000
Amortissement des immobilisations corporelles	4 223	-
Impôts futurs	(51 000)	(92 000)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 14)	2 051 749	3 756 498
	1 703 581	3 534 900
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :		
Crédits d'impôt à recevoir	311 310	-
Acquisition du placement en actions	-	(300 000)
Augmentation des frais reportés	(5 453 453)	(6 855 585)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(133 277)	(540 700)
	(5 275 420)	(7 696 285)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :		
Émission de capital-actions et de bons de souscription	-	188 200
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(3 571 839)	(3 973 185)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	10 699 376	18 986 096
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	7 127 537 \$	15 012 911 \$
Information supplémentaire relative aux flux de trésorerie	2009	2008
Éléments liés aux activités d'exploitation de financement et d'investissement n'ayant pas d'incidence sur la trésorerie :		
Frais reportés inclus dans les créditeurs	26 807 \$	- \$
Amortissement des immobilisations corporelles inclus dans les frais reportés	93 193 \$	64 145 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

1. STATUT, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de propriétés minières. Elle n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

Pour la période terminée le 31 mars 2009, la Société a enregistré une perte de 458 110 \$ (420 858 \$ en 2008). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'aménagement et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration.

La direction cherche périodiquement à obtenir du financement sous forme d'émission de titres de participation et d'exercice d'options d'achat d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune de garantie de réussite pour l'avenir. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières dans lesquels la Société détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les états financiers ci-joints ont été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités et ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes du bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée. Ces ajustements pourraient être importants.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils présentent la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Les conventions comptables qui ont été utilisées dans le dernier rapport annuel s'appliquent également aux états financiers intermédiaires non vérifiés exception faite des modifications décrites à la note 3. Les états financiers intermédiaires non vérifiés ne contiennent pas tous les renseignements et les notes requis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada ; il faut donc les lire en parallèle avec les états financiers vérifiés que la Société a présenté dans son rapport annuel pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2008.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers seront remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*), sur les consolidations (chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*) et sur la part des actionnaires sans contrôle (chapitre 1602 du *Manuel de l'ICCA*).

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Les sociétés peuvent, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, choisir de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

L'évaluation à la juste valeur des acquisitions d'entreprises donnera notamment lieu :

- à la passation en charges des coûts d'acquisition ;
- à la passation en charges des coûts de restructuration découlant de l'acquisition ;
- à l'évaluation de la contrepartie éventuelle, qui est comptabilisée comme un passif financier, à la juste valeur au moment de l'acquisition, les variations subséquentes de la juste valeur étant prises en compte dans le calcul des résultats d'exploitation ;
- à la comptabilisation, à titre d'opérations sur capitaux propres, des variations de la part des actionnaires sans contrôle subséquentes à l'acquisition du contrôle par la société mère et ne donnant pas lieu à une perte de contrôle par la société mère.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2009, la Société a procédé à l'adoption anticipée des nouvelles recommandations, conformément aux dispositions transitoires ; autrement, la Société aurait été tenue d'adopter les nouvelles recommandations avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2011.

Le degré d'importance des répercussions de l'adoption des nouvelles recommandations sur la Société dépendra des faits précis liés aux regroupements d'entreprises, le cas échéant, survenus après l'adoption par la Société des nouvelles recommandations.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mars 2009		31 décembre 2008	
	(non vérifié)		(vérifié)	
Encaisse	1 293 366	\$	331 762	\$
Encaisse réservée à l'exploration	830 705		852 256	
Dépôts à terme – taux de 1,15 % (2,20 % en 2008)	5 003 466		5 515 358	
Dépôt à terme réservé à l'exploration – taux de 2,35 %	-		4 000 000	
	7 127 537	\$	10 699 376	\$

L'encaisse réservée pour les travaux d'exploration provient de financements accreditifs privés. Conformément aux financements réalisés au 1^{er} octobre 2008, la Société s'est engagée à dépenser 8 000 000 \$ avant le 31 décembre 2009 sur les projets uranifères Matoush et Apple. De ce montant, 7 169 295 \$ ont été engagés au 31 mars 2009.

5. CRÉDITS D'IMPÔT À RECEVOIR

	31 mars 2009		31 décembre 2008	
	(non vérifié)		(vérifié)	
Crédits remboursables de droits miniers du Québec au taux de 12 %				
2006	-	\$	288 060	\$
2007	1 346 515		1 369 765	
2008	1 380 381		1 374 668	
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources au taux de 38,75 %				
2008	7 276 418		7 246 332	
	10 003 314	\$	10 278 825	\$

6. PLACEMENT

Le cours de l'action de Pacific Bay Minerals Ltd. était de 0,0450 \$ l'action au 31 mars 2009 (0,0350 \$ au 31 décembre 2008) conséquemment, la Société a enregistré une perte non réalisée sur variation de la juste valeur du placement de 255 000 \$ (265 000 \$ au 31 décembre 2008) depuis son acquisition.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

7. FRAIS REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2008 (vérifié)	Frais d'exploration 2009 (non vérifié)	Crédits d'impôt	Solde au 31 mars 2009 (non vérifié)
Propriétés minières				
Matoush	23 375 628 \$	3 831 476 \$	(24 246) \$	27 182 858 \$
Matoush Extension	456 320	951	-	457 271
Eclat	669 376	220 481	-	889 857
Apple	1 252 357	64 519	(2 213)	1 314 663
Pacific Bay-Matoush	422 741	259 674	-	682 415
Mistassini	293 215	36 975	(9 340)	320 850
	26 469 637 \$	4 414 076 \$	(35 799) \$	30 847 914 \$

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 31 mars 2009 (non vérifié)	Valeur nette 31 décembre 2008 (vérifié)
Réservoirs	501 265 \$	273 330 \$	227 935 \$	167 449 \$
Campement	408 100	44 211	363 889	374 092
Matériel roulant	204 774	127 550	77 224	94 289
Machinerie	120 764	87 215	33 549	43 613
Équipement	193 076	48 037	145 039	141 271
Équipement informatique	128 069	37 495	90 574	80 941
Améliorations locatives	8 335	1 148	7 187	7 881
	1 564 383 \$	618 986 \$	945 397 \$	909 536 \$

9. CAPITAL-ACTIONS

BONS DE SOUSCRIPTION

Les variations des bons de souscription de la période sont présentées dans le tableau suivant :

	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	31 mars 2009 (non vérifié)	Juste valeur
Solde au début de la période	5 387 200	3,40 \$	5 484 880 \$	5 484 880 \$
Expirés	(5 387 200)	3,40	(5 484 880)	(5 484 880)
Solde à la fin de la période	-	-	-	-

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

10. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Les options d'achat d'actions en circulation ainsi que les options pouvant être levées au 31 mars 2009 sont présentées dans le tableau suivant :

Options en circulation (non vérifié)			Options pouvant être levées (non vérifié)	
Prix de levée	Nombre	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée	Nombre
0,20 \$	400 000	1,70	0,20 \$	400 000
0,40 \$	175 000	1,79	0,40 \$	175 000
2,04 \$	1 030 500	4,08	2,04 \$	833 000
2,10 \$	300 000	3,91	2,10 \$	200 000
2,38 \$	45 000	2,74	2,38 \$	45 000
2,60 \$	100 000	2,81	2,60 \$	100 000
2,72 \$	120 000	3,24	2,72 \$	120 000
2,80 \$	30 000	2,81	2,80 \$	30 000
2,86 \$	150 000	2,93	2,86 \$	150 000
3,00 \$	9 000	2,96	3,00 \$	9 000
3,20 \$	255 000	3,17	3,20 \$	255 000
3,37 \$	700 000	2,99	3,37 \$	700 000
2,20 \$	3 314 500	3,20	2,21 \$	3 017 000

Au cours de la période terminée le 31 mars 2009, aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée, exercée ou annulée.

Au 31 mars 2009, un montant de 166 719 \$ a été constaté dans les résultats et crédité au surplus d'apport à l'égard des options dont les droits sont acquis.

11. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'exploration. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres pour un montant total de 55 337 260 \$.

La direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de la période terminée le 31 mars 2009. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, autres que celles reliées aux financements accrédités.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE

RISQUE DE MARCHÉ

La Société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'uranium du fait que celui-ci influence la rentabilité potentielle des propriétés minières détenues par la Société et a donc un impact sur son plan d'exploration et sur la décision éventuelle d'aller ou non en production.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, créances, les crédits d'impôt à recevoir, les dépôts pour travaux d'exploration ainsi que les créditeurs et charges à payer. La Société place sa trésorerie et équivalents de trésorerie dans des titres de haute qualité émis par des institutions financières. La Société ne dispose d'aucune garantie sur ses instruments financiers sujets au risque de crédit, mais elle atténue ce risque en ne transigeant qu'avec un groupe diversifié de partenaires ayant des situations financières saines et, conséquemment, n'anticipe aucune perte.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 mars 2009, la Société possède de la trésorerie et de l'équivalent de trésorerie de 7 127 537 \$ (10 699 376 \$ au 31 décembre 2008) pour faire face à son passif à court terme de 2 524 418 \$ (1 396 939 \$ au 31 décembre 2008). Au 31 mars 2009, les créditeurs et charges à payer inférieur à douze mois sont de 2 524 418 \$. Les engagements en frais d'exploration relatifs aux actions accréditives sont couverts par l'encaisse réservée (note 4). La Société a un engagement en vertu d'un contrat de location de 234 000 \$ pour un campement sur le projet Matoush, échéant le 1^{er} janvier 2010.

Étant donné le solde de liquidité disponible pour la Société et l'échéance de paiement de ses obligations contractuelles, la direction de la Société estime que le risque de liquidité de la Société est faible.

JUSTE VALEUR

La juste valeur des créances et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des actions cotées correspond à la valeur du marché selon les cours de clôture.

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de la période, des frais d'experts-conseils et sous-traitants au montant de 735 000 \$ (528 000 \$ en 2008) et des frais de gestion au montant de 225 000 \$ (637 000 \$ en 2008) inclus dans l'état des frais reportés, ont été encourus auprès de la société BBH dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert est également dirigeant et administrateur de la Société. Depuis le 1^{er} août 2008, les frais de gestion pour la propriété Matoush ont été réduits à 5 %.

Aux résultats des frais généraux et d'administration, un montant de 197 000 \$ (184 000 \$ en 2008) a été encouru auprès de BBH.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour la période terminée au 31 mars 2009

(non vérifiées)

(en dollars canadiens)

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

De plus, des frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles d'un montant de 6 000 \$ a été encouru auprès de BBH.

Au 31 mars 2009, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 480 000 \$ (157 000 \$ en 2008) à payer à BBH.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées.

14. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2009	2008
	(non vérifié)	(non vérifié)
Créances	(87 760) \$	(10 732) \$
Souscriptions à recevoir	-	55 200
Taxes de vente à recouvrer	(142 460)	(411 915)
Dépôts pour travaux d'exploration	-	165 031
Frais payés d'avance	21 920	14 361
Créiteurs et charges à payer	2 260 049	3 944 553
	2 051 749 \$	3 756 498 \$

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de la période.

ATTESTATION COMPLÈTE DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

Je, Guy Hébert, président et chef de la direction de Ressources Strateco inc. atteste ce qui suit :

1. Examen: J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les «documents intermédiaires») de Ressources Strateco inc. (l'«émetteur») pour la période intermédiaire terminée le 31 mars 2009.

2. Aucune information fausse ou trompeuse: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. Image fidèle: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

4. Responsabilité: Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. Conception: Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit:

- a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:
 - i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis;
 - ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
- b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. Cadre de contrôle: Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle publié par l'Institut Canadien des comptables agréés.

5.2. S/O

5.3. S/O

6. Communication des modifications du CIIF: L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2009 et se terminant le 31 mars 2009 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: 8 mai 2009



Guy Hébert
Président et chef de la direction

ATTESTATION COMPLÈTE DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

Je, Pauline Comtois, CGA, Chef de la direction des finances pour Ressources Strateco inc. atteste ce qui suit :

1. Examen: J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les «documents intermédiaires») de Ressources Strateco inc. (l'«émetteur») pour la période intermédiaire terminée le 31 mars 2009.

2. Aucune information fausse ou trompeuse: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. Image fidèle: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

4. Responsabilité: Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. Conception: Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit:

- b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:
 - iii) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis;
 - iv) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
- b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. Cadre de contrôle: Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle publié par l'Institut Canadien des comptables agréés.

5.2. S/O

5.3. S/O

6. Communication des modifications du CIIF: L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2009 et se terminant le 31 mars 2009 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: 8 mai 2009



Pauline Comtois, CGA
Chef de la direction des finances

Informations générales

ADMINISTRATEURS

Guy Hébert

Boucherville (Québec)
Président et chef de la direction
BBH Géo-Management inc.

Robert Desjardins*

Montréal (Québec)
Président
Robert G. Desjardins et Associés inc.

Jean-Guy Masse*

Montréal (Québec)
Président
Gestion Métaux Précieux Northern Inc.

Marcel Bergeron*

Ville Mont-Royal (Québec)
Directeur général
Devimco inc.

Jean-Pierre Lachance

St-Hubert (Québec)
Vice-président
BBH Géo-Management inc.

Me Henri Lanctôt

Ville Mont-Royal (Québec)
Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

* Membre du comité de vérification

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Guy Hébert, Bsc géo, M.B.A.

Président et chef de la direction

Jean-Pierre Lachance, géo

Vice-président exécutif

Pauline Comtois, CGA

Chef des finances

Me Henri Lanctôt

Secrétaire

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

Inscription

Bourse de Toronto – Symbole RSC
Bourse de Francfort – Symbole RF9
US SEC Enregistrement # 0-49942 – Symbole SRSIF

Siège social

1225, rue Gay-Lussac
Boucherville (Québec) J4B 7K1, CANADA
Téléphone : (450) 641-0775
1-866-774-7722
Télécopieur : (450) 641-1601
Site internet : www.stratecoinc.com

Agent de transfert et registraire

Société de fiducie Computershare du Canada

Vérificateurs

Petrie Raymond, S.E.N.C.R.L., Comptables Agréés

Conseillers juridiques

Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

Assemblée annuelle générale

Le 9 juin 2009 à 10 h 30
Hôtel Faimont Le Reine Elizabeth
Salon Hochelaga 2
900 boulevard René-Lévesque ouest
Montréal, Québec H3B 4A5
Téléphone : (514) 861-3511

An English copy of this report may be obtained from the Company's head office in Boucherville, Quebec.